

Maires de France, rappelez-vous le communiste Mercieca et les bulldozers envoyés détruire un foyer d'immigrés !

écrit par Paul Le Poulpe | 28 octobre 2015



Ce lundi 26 septembre, aux Mureaux, Manuel Valls a tout simplement [annoncé aux maires de France](#) que ceux qui refuseraient de se plier aux diktats de son gouvernement, sur ce qu'il ose appeler « la mixité sociale » se verraient suppléer par les préfets, qui rempliraient leurs communes d'une population nouvelle, qui serait à la charge de la ville.

Il est significatif que le Premier ministre, suivi d'une cohorte de 17 ministres qui ne doivent avoir que cela à faire, ait fait cette déclaration dans une des communes les plus dangereuses des Yvelines, Les Mureaux, célèbre par sa délinquance et sa forte implantation musulmane. Dans cette ville, il suffit d'aller à la sortie des écoles pour constater que les Français de souche sont minoritaires depuis longtemps. Il suffit d'écouter les témoignages de policiers pour comprendre que la racaille y fait trop souvent la loi, protégée par les juges Taubira. Il suffit de s'y promener pour

y voir l'implantation salafiste et le nombre de voiles islamiques qui envahissent les rues.

C'est donc depuis cette ville que beaucoup de Gaulois fuient que Valls, entouré du maire divers gauche de la ville, François Garay, du président de la Région Ile-de-France depuis 18 ans, Jean-Paul Huchon, et de dix-sept ministres, a annoncé aux maires de France qu'ils devaient se rapprocher de ce modèle de « mixité sociale », et que les récalcitrants seraient mis au pas par des préfets, transformés en commissaires politiques, qui avaient mandat de leur imposer les nouveaux clandestins dont les populations ne veulent pas.

La folie immigrationniste de ce régime atteint les sommets. Les maires, déjà dépossédés de nombre de leurs prérogatives par l'intercommunalité, nouvelle pompe à fric à élus inutiles « Républicains », socialauds, écolos ou communistes, se verront imposer sur leur commune des cas sociaux dont les populations devront assumer l'entretien. C'est la fin accélérée de la « douce France » et l'avènement du « Vivre ensemble » obligatoire, avec son lot d'ensauvagement que Valls veut réserver à tout le monde (sauf à sa caste surprotégée).

Précisons que si les cas sociaux étaient des travailleurs pauvres, des chômeurs réellement demandeurs d'emplois ou des retraités modestes, il n'y aurait aucun problème. Mais le message transmis depuis Les Mureaux est tout autre : ce sont les centaines de milliers d'immigrés, majoritairement musulmans, qui arrivent chaque année, et la nouvelle déferlante migratoire qui submerge l'Europe, suite à l'appel d'air provoqué par les propos de Merkel, que les élus de nos villes se voient sommés d'accueillir à Loudun, Varennes-sur-Allier, Mauzac, Martigné, Triel et dans de nombreuses autres villes.

Ce que Riposte Laïque annonce depuis longtemps se déroule, sous les yeux de populations impuissantes, qui voient leurs paisibles ville, ou village urbain, envahi par des nouveaux

venus qui mettront fin, par leur présence, au mode de vie, encore paisible, dont bénéficiait les habitants.

Nombre de maires, souvent dociles, voire lâches, se croient obligés de dérouler le tapis rouge aux envahisseurs clandestins (appelons-les par leur vrai nom), à la grande colère de la majorité des habitants, furieux d'une telle dépossession de leur cadre de vie.

Parmi les scandales, le silence complice de l'Association des Maires de France, présidé par François Baroin, qui n'a même pas le courage élémentaire de défendre les prérogatives des maires, rayées d'un très de plume par le fasciste déguisé en socialiste Manuel Valls.

Rares sont ceux, jusqu'à ce jour, qui ont osé manifester publiquement leur hostilité à l'annexion de leur ville.

Le maire de Béziers, Robert Ménard, le premier, osa faire savoir à des clandestins qu'ils n'étaient pas les bienvenus à Béziers. A la suite de cela, deux guignols, députés socialistes, demanderont sa destitution, rien de moins.

<https://www.youtube.com/watch?v=c5eIJzzYJvM>

Dans un autre registre, fort courageusement, dans une ambiance hostile, le maire de Beaucaire, Julien Sanchez, avait plombé l'ambiance de la grande messe organisée par Valls et Cazeneuve, avec six cents maires collabo d'accord pour accueillir des clandestins dans leur ville.

<https://www.youtube.com/watch?v=UyG8tx-WsRg>

Et Jacques Myard, dans un communiqué, a lui aussi réagi au coup d'Etat migratoire de Valls, tout en lui conseillant, maladroitement ou égoïstement, de loger les nouveaux venus

dans les campagnes, alors qu'il faut les renvoyer d'où ils viennent.

<http://resistancerepublicaine.com/2015/il-est-gentil-myard-il-encourage-valls-a-prendre-nos-logements-en-province/>

Rappelons à nos élus qu'il fut un temps où un maire communiste, Paul Mercieca, avait mobilisé le personnel municipal de sa ville, et envoyé les bulldozers détériorer un foyer qui devait accueillir encore davantage d'immigrés, dans un ville où le seuil de tolérance était dépassé depuis longtemps.

<http://www.ina.fr/video/I06065630>

Naturellement, à l'époque, toute la bien-pensance immigrationniste avait pleurniché. Mais les maires des communes doivent-ils attendre, l'arme au pied, que les préfets réquisitionnent d'anciennes casernes, maisons de retraites ou écoles, pour y loger, au nom de la mixité sociale obligatoire pour tous, des clandestins et des immigrés qui, en période de chômage de masse, seront à la charge de la ville ? Ou doivent-ils prendre leurs responsabilités ?

Force est de constater que si les maires de Loudun, Varennes, Triel et autres villes subissant la présence de faux réfugiés avaient agi, quand ils ont appris la décision du préfet, comme le maire communiste Paul Mercieca, en 1981, leur population ne subirait pas les conséquences d'une invasion migratoire qu'elles ne souhaitent pas, et sur laquelle elles n'ont jamais été consultées.

Faut-il rappeler aux maires qu'ils ont été mis en place par leurs électeurs, et absolument pas par un préfet jamais élu, ni par Manuel Valls ?.

Martin Niemoller disait : « *Le silence des pantoufles est plus*

dangereux que celui des bottes ».

Alors, messieurs les maires, traduisez donc en acte ce que pense la grande majorité des Français, et empêchez les commissaires politiques préfets de Valls d'imposer à vos populations des clandestins majoritairement dont les Français ne veulent pas.

Dernier détail : Paul Mercieca, après son coup d'éclat, avait été réélu sans aucun problème maire de Vitry...

Paul Le Poulpe